

*Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex*

Perpignan, le 30/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIGNOBLES DOM BRIAL

14 Ave maréchal Joffre
66390 Baixas

Réf : 2025-74-PR
Code AIOT : 0006601375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans la cave coopérative VIGNOBLES DOM BRIAL implantée 14 Avenue Maréchal JOFFRE sur la commune de Baixas. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans.

La précédente inspection a été réalisée le 19/05/2022.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIGNOBLES DOM BRIAL
- 14 AV MARECHAL JOFFRE 66390 Baixas
- Code AIOT : 0006601375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La cave coopérative de Baixas a été créée en 1923. Aujourd'hui cette cave fait partie de la cave coopérative « Les vignobles Dom Brial » qui comprend le site principal de Baixas soumis à

autorisation et les sites annexes de PIA, de BAIXANENCQUE, Calce et Saint-Hippolyte, anciennement soumis à déclaration.

L'ensemble des vignobles s'étend sur environ 1700 ha sur Baixas et les communes avoisinantes et le volume de vin produit chaque année oscille entre 40.000 et 60.000 hl.

Elle comprend l'ensemble des activités liées à préparation et au conditionnement du vin, à savoir : réception des raisins / égrapage / pressurage / fermentation / assemblage / élevage des vins / mise en bouteilles...

Pour exercer cette activité la cave dispose de quais d'apport, de fouloirs, égrappoirs, pressoirs, de cuves d'égouttage de fabrication et d'élevage.

Pour ce qui concerne les utilités la cave dispose d'un transformateur électrique, de compresseurs, de groupes froids, d'une chaudière de puissance inférieure à 1 MW, de bouteilles de CO₂, de SO₂ et d'Azote.

Le site est organisé autour de bâtiments de vinification, d'embouteillage, de stockage et d'une unité de traitement des effluents.

L'unité de traitement des effluents est un bassin d'évaporation forcée constitué de 2 bassins attenants de 1600 m³ (x 2) et de 24 panneaux d'évaporation « Nucleos ». Cette unité est dimensionnée pour le traitement annuel de 7000 à 8000 m³ d'effluents par an.

Historique administratif

L'activité de préparation et conditionnement du vin relève de la réglementation sur les installations classées suite à la création de la rubrique 2251 par le décret n° 93-1412 du 29/12/93.

La société coopérative « Les vignerons de Baixas » a déposé un dossier de demande de régularisation et d'autorisation qui a abouti à l'arrêté préfectoral n°46 du 06/01/1998 qui constitue l'acte administratif de référence.

Cet arrêté a été modifié par :

- l'APC n°802 du 19/03/2003 (création d'un bâtiment de stockage de produits finis et extension de la cuverie extérieure.)
- l'APC n°2017.311-0004 du 07/11/2017 autorisation de l'épandage des effluents.

Suite aux modifications de la nomenclature, la cave coopérative a déclaré le 06/04/2016 les activités d'utilisation de fluides frigorigènes (rubrique 4802 devenu 1185) et de SO₂ (rubrique 4130) et obtenu confirmation de la préfecture du bénéfice des droits acquis le 21/04/2016.

Les rubriques ICPE classées à ce jour sont les suivantes :

- 2251 « préparation conditionnement de vins » la capacité de production étant > à 20.000 hl, capacité autorisée de 95.000 hl/an → régime de l'enregistrement
- 2750 « station d'épuration collective », rubrique sans seuil soumis à autorisation. Le bassin d'évaporation forcée est susceptible de traiter des effluents provenant d'autres caves.
- 1185-2a (ex 4802) Emploi dans des équipements clos en exploitation de fluides frigorigènes : équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg : 584 kg régime de déclaration.
- 4130-3b (ex 1131-3-c) (stockage sous forme gazeuse de substances toxiques (Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation) : quantité supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t : stockage de 1000 kg de SO₂ : régime de déclaration.

Les installations autorisées par arrêté préfectoral sont implantées sur les parcelles cadastrales suivantes :

- Unité de production : parcelles cadastrées sous les numéros B3879, A3384, B3608, A3231, AB96, AB101, AB103, AB104, AB150, AB151 et AB152 ;
- Unité de traitement : parcelles cadastrées sous les numéros B1616, B1619, B1620, B3898 et B3993 ;
- Unité d'épandage des effluents : parcelles cadastrées sous les numéros AA0052 et AA0067.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande d'action corrective	6 mois
16	Signalement de l'unité de production photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33	Demande d'action corrective	6 mois
18	Organe de coupure générale	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Titulaire de l'autorisation	Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-47
2	Aménagement du forage	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.1
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.1
4	Aménagement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.2
5	Rejet dans le sol et sous-sol	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.3
6	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.5
7	Traitement des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.5.1
8	Entretien des réseaux et bassins	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.5.2
9	Epandage	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.7
10	Organisation	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 7.2.1
11	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 7.2.2
12	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 7.3.1
13	Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 7.3.4
15	Fluides frigorigènes fluorés - Contrôle d'étanchéité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-73 & R.543-81
17	Plan schématique de l'unité de production	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les principales thématiques environnementales liées à l'exploitation d'une cave viticole, à savoir :

- le suivi de la consommation d'eau et la sobriété hydrique ;

- la gestion des eaux pluviales,
- le traitement des effluents,
- le stockage des produits dangereux ;
- le risque incendie ;
- la conformité des installations électriques.

L'inspection a également examiné par sondage des thèmes transverses :

- le suivi des équipements sous pression ;
- le contrôle des installations contenant des fluides frigorigènes ;
- la conformité des installations photovoltaïques.

L'inspection a constaté que le site est globalement très bien tenu et que le personnel de la cave est impliqué dans le suivi des paramètres environnementaux et le bon fonctionnement des équipements afin prévenir et maîtriser les impacts.

Concernant le résultat de la visite, 3 fait susceptible de suites a été relevé. Ces faits sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

Ces faits susceptibles de suites conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 6 mois pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

Au terme de ce délai, et à défaut d'éléments probants, l'inspection proposera de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité et transmettra le projet d'arrêté préfectoral correspondant. Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : I. Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. [...]
Constats : L'exploitant confirme l'absence de modification administrative et technique depuis la précédente inspection, mais précise que les caves de Calce et de Saint-Hippolyte ont intégré la coopérative respectivement en 2022 et 2024. Cette intégration permet de compenser les pertes de parcelles d'exploitation suite aux arrachages de vignes. Il n'y a donc pas d'évolution significative sur la production. L'exploitant actuel reste la cave coopérative « Les vignobles Dom Brial » qui comprend donc le site principal de Baixas soumis à autorisation et les sites annexes de Pia, Baixanencque, Calce et Saint-Hippolyte. Les Vignobles de Dom Brial s'étendent à ce jour sur environ 1760 hectares et 30 communes. L'inspection signale que si l'arrêté définitif de l'activité de vinification est confirmé sur les 4 caves annexes, il convient d'engager la procédure de cessation d'activité sur ces sites qui étaient soumis à déclaration, conformément aux dispositions des articles L.512-12-1 et R.512-66-1 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagement du forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement du forage
Prescription contrôlée : Les forages doivent être réalisés et entretenus selon les règles de l'art de façon à ne pas détériorer la qualité de l'aquifère exploité. En particulier, les aquifères appartenant à des horizons géologiques différents ne doivent pas être mis en communication. De même. Les eaux superficielles ne doivent pas pouvoir s'infiltrer par le biais du forage. L'exploitant doit s'assurer après la réalisation des ouvrages de leur étanchéité.
Constats : Sans objet. La cave n'est pas alimentée par forage. L'exploitant confirme que la cave est reliée au réseau de la ville et dispose de 4 points de raccordement. L'exploitant présente les fiches de contrôle de maintenance annuelle des disconnecteurs datées du 10/03/2025 confirmant le bon état des dispositifs et l'absence de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau. Il doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations.
Constats : La coopérative a présenté le cahier de suivi des effluents pour 2021, 2022, 2023, 2024 (document agence de l'eau) sur lequel sont consignés les relevés du compteur du réseau AEP de la cave. Les mesures de consommation d'eau sont relevés mensuellement de novembre à décembre (période de faible consommation) et hebdomadairement d'août à octobre (période de vendange). Pour les 4 dernières années, la consommation d'eau s'élève à : <ul style="list-style-type: none">• 2021 → 6859 m³ et 5846 m³ d'effluents ;• 2022 → 6266 m³ et 5369 m³ d'effluents ;• 2023 → 5381 m³ et 4718 m³ d'effluents ;• 2024 → 5024 m³ et 4280 m³ d'effluents. La diminution des prélèvements résulte principalement de la baisse de la production consécutive à la sécheresse et des actions mises en œuvre pour limiter la consommation d'eau. En moyenne sur les 3 dernières campagnes de production la consommation spécifique est de l'ordre de 1 litre d'eau par litre de vin, ce qui apparaît être un ratio performant puisque la consommation d'eau intègre également les besoins de la ligne d'embouteillage. Concernant les dispositions applicables en cas de sécheresse, la zone « versant Agly aval », comprenant la commune de Baixas est toujours en situation de crise sécheresse depuis mai 2023. Au vu de la consommation d'eau inférieure à 10000 m ³ , l'Arrêté Ministériel du 30/06/2023 n'est pas applicable. L'inspection note toutefois que la diminution de la consommation de 27 % entre 2021 et 2024 et 20 % entre 2022 (correspondant à l'année de référence sécheresse suite de crise depuis mai 2023) et 2024. Cette diminution est proche de l'objectif fixé par l'arrêté ministériel sécheresse pour les gros consommateurs d'eau. L'exploitant précise que le sujet de la consommation d'eau reste une préoccupation du quotidien dans leur activité et est primordial pour la démarche « Vignerons Engagés » (mises en place depuis 2010) ; ils ont obtenu en 2024 le niveau Exemplaire à leur audit RSE (AFAQ 26000). Différentes mesures sont mises en œuvre pour limiter la consommation : revêtement des cuves, des caniveaux, des surfaces de travail facilitant le nettoyage, mise en place de coupe jet, favoriser le nettoyage à sec à la raclette, sensibilisation du personnel... L'inspection confirme que la cave doit, en application des dispositions de l'arrêté préfectoral « sécheresse », maintenir les efforts afin de limiter les consommations d'eau et en particulier assurer un suivi régulier des relevés de consommation afin d'identifier une éventuelle anomalie, sensibiliser régulièrement le personnel à la nécessité d'économiser l'eau, s'assurer que les bonnes pratiques sont maintenues pour limiter la consommation d'eau...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des réseaux
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement doivent être du type séparatif. Toute communication entre les réseaux d'eaux sanitaires et les autres réseaux est interdite. Tout rejet direct depuis les réseaux transportant des eaux polluées dans le milieu naturel doit être rendu physiquement impossible. Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux doivent être conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.
Constats : L'exploitant présente le plan de repérage des réseaux (échelle 1/300° mis à jour le 08/04/2025). Ce plan permet de distinguer le réseau d'eau pluviale et le réseau d'eau de procédé relié au bassin de traitement, ce qui confirme que les réseaux sont de type séparatif. Cf point de contrôle n°2 ; la cave de Baixas est reliée au réseau de la ville par l'intermédiaire de 3 points de raccordement équipés de dispositif de disconnexion. L'exploitant présente les justificatifs du dernier contrôle annuel de maintenance des disconnecteurs réalisé par la société 2DR le 10/03/2025. L'exploitant présente les modalités de contrôle de l'étanchéité de la canalisation enterrée d'environ 600 m, située entre la cave et les bassins de traitement : la canalisation est mise en pression sous 1 bar par injection d'air comprimée. L'absence de fuite est contrôlée par le maintien de la pression sur les manomètres positionnés au départ de la cave et à l'arrivée dans les bassins après environ 4 heures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejet dans le sol et sous-sol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans le sol et sous-sol
Prescription contrôlée : Le rejet d'eaux dans une nappe souterraine, direct ou indirect, même après épuration, est interdit.
Constats : L'exploitant confirme l'absence de rejet d'eaux dans une nappe souterraine, direct ou indirect. Les bassins de traitement ont été réalisés en béton armé et sont réputés étanches. La hauteur d'eau est régulièrement relevée pour s'assurer de l'absence de fuite importante. L'exploitant précise que l'étanchéité des bassins est vérifiée lors des curages et les fissures sont réparées si besoin. Le pourtour des bassins n'est pas équipé de piézomètre permettant une surveillance plus précise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux industrielles doit être raccordé à une unité de traitement des eaux. Le rejet de ces eaux, sans traitement, dans le milieu naturel est interdit en toute circonstance.
Constats : Pour mémoire depuis 1998, sur le site principal de Baixas, l'ensemble des effluents vinicoles est traité grâce à une station d'épuration dotée de deux bassins, équipés d'un système d'évaporation forcée « Nucleos ». La surface de chaque bassin est de 1050 m ² soit une surface totale de 2100 m ² . Leur volume est de 1600 m ³ chacun, avec une hauteur d'eau maximale de 1,50 m. Les effluents sont éliminés par évaporation et pour la partie résiduelle par épandage. Chaque bassin comprend une échelle limnimétrique permettant de mesurer la hauteur d'effluent dans les bassins. La visite sur le site du bassin confirme l'absence d'odeur, la présence d'une clôture, d'un portail, de l'échelle limnimétrique dans chaque bassin et l'entretien général satisfaisant. La hauteur d'effluents était le jour de la visite de 1,2 m dans un bassin et 1,1 m dans l'autre. Le traitement ne nécessite pas de suivi de paramètre excepté la hauteur des bassins. Les bassins font l'objet d'une surveillance visuelle au minimum une fois par semaine en période de vendange et une fois par mois en dehors. L'exploitant confirme qu'il n'y a actuellement pas d'autre utilisateur de la station de traitement des effluents. Observation formulée par l'inspection à la suite du constat : L'interdiction d'accès devrait être rappelée sur le portail d'accès aux bassins. Le panneau « risque de noyade » devrait être remplacé par un panneau plus explicite comportant la mention du danger.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traitement des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux industrielles
Prescription contrôlée : Les installations de traitement doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

<p>Constats :</p> <p>cf point de contrôle précédent : l'exploitant confirme que la capacité du bassin équipé de 24 panneaux d'évaporation « Nucleos » est suffisante pour traiter l'ensemble des effluents.</p> <p>Cette unité est dimensionnée pour le traitement annuel de 7000 à 8000 m³ d'effluents, le cahier de suivi des effluents indique le traitement respectivement de 5846 m³ pour 2021, 5369 m³ pour 2022, 4718 m³ pour 2023, 4280 m³ pour 2024.</p> <p>Les volumes sont mesurés à l'aide d'un compteur positionné sur la canalisation de transfert des effluents.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Entretien des réseaux et bassins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux et bassins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bon état de l'ensemble des installations de collecte, de traitement, de stockage des eaux est vérifié périodiquement afin qu'elles puissent garder leurs pleines utilisations.</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents et pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme la surveillance régulière du bon fonctionnement de l'installation de traitement et l'entretien régulier des dispositifs de traitement comprenant le décanteur en amont, le dégrilleur, la canalisation enterrée, les bassins de traitement physique par évaporation équipés des panneaux d'évaporation « Nucleos ».</p> <p>Le curage et nettoyage des bassins est réalisé en cas de besoin, en général tous les 2 – 3 ans.</p> <p>L'exploitant présente la dernière facture de traitement des boues datée du 30/09/2022 pour 5200 t de boues par l'installation de compostage GRAP'SUD de Saint-Feliu-d'Avall.</p> <p>Les panneaux Nucleos sont nettoyés 2 fois par an.</p> <p>Cf point de contrôle précédent : la canalisation externe d'environ 600 m, enterrée, reliant le dégrilleur et les bassins de traitement est contrôlée annuellement par mise sous pression d'air (delta de 1 bar) de la canalisation et vérification du maintien de pression après 2 h.</p> <p>Le cahier de suivi des effluents 2024 fait ressortir une réparation de la canalisation et le test en pression de la canalisation</p> <p>L'exploitant confirme l'absence de problématique d'odeur et de signalement d'odeur gênante par les riverains.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Épandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume maximal d'effluent à épandre annuellement provenant de la cave de Baixas est de 1000 m³.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le plan d'épandage a été mis en place en sécurité, en cas d'année pluvieuse.</p> <p>L'exploitant précise que sur les 3 dernières années (2022, 2023, 2024) la consommation en baisse et la faible pluviométrie a permis le traitement de l'ensemble des effluents sans nécessité d'épandage.</p> <p>Pour mémoire 220 m³ d'effluents en 2020 et 590 m³ sur 2021 ont été éliminés en épandage sur la base d'un suivi agronomique réalisé par la chambre d'agriculture de l'Aude.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Organisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Organisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations susceptibles d'être à l'origine d'une pollution accidentelle des eaux doivent être placées sous la responsabilité d'un préposé désigné par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que les installations sont placées sous la responsabilité du directeur QSHE (Patrice MONTAGNE) et que cette responsabilité est intégrée à sa fiche de fonction.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Aménagement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions doivent être prises dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour éviter toute pollution accidentelle des eaux ou des sols en particulier par déversement de vin ou de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'un réseau séparatif.</p> <p>L'ensemble des aires où sont manipulés les produits vinicoles sont drainés par des caniveaux reliés au réseau des effluents rejoignant les bassins de traitement.</p> <p>L'exploitant rappelle qu'il existe 2 interconnexions possibles entre le réseau des effluents et le réseau pluvial afin, pendant les vendanges, de diriger ponctuellement des eaux de lavage d'installation situées à l'extérieur, devant subir un traitement, vers le réseau des effluents.</p> <p>L'exploitant présente le plan de masse au 1/300e daté du 12/05/2022 répertoriant les stockages des produits dangereux et polluants et la consigne concernant l'organisation des stockages des produits dangereux et polluants.</p> <p>L'exploitant confirme l'organisation de l'installation constatée lors de la précédente inspection, concernant les risques liés à la manipulation des produits dangereux ou polluants, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> la cave ne dispose pas de canalisation fixe de transport de fluides dangereux (alcool pur,

solution de soude, SO₂...);

- les produits dangereux sont répertoriés dans un inventaire (dernière mise à jour le 16/03/2025) associé à un classeur où sont regroupées les FDS ;
- l'inventaire précise : le nom du produit, les quantités max sur le site en kg, l'usage prévu, l'état (liquide / solide), les mentions de danger, la rubrique ICPE correspondante, le régime ICPE, les moyens de rétention ;
- le site comprend 3 emplacements de stockage de produits dangereux ou polluants principaux (1 dans chaque cave et 1 à la mise en bouteille (atelier conditionnement)) ;
- le site comprend d'autres zones de stockage intermédiaires ;
- ces zones sont repérées sur le plan de repérage « ICPE » ;
- les produits liquides sont stockés dans des bidons et conteneur de 1 m³ positionnés sur des bacs de rétention avec caillebotis pour produits chimiques ;
- chaque zone comprend un affichage réglementaire qui précise si le produit est acide ou basique avec une différenciation par couleur ;
- les produits sont conservés dans leur emballage d'origine (comportant l'affichage réglementaire) et en cas de transvasement d'un conteneur de 1 m³ vers des bidons, les bidons d'origine sont en général utilisés. Si nécessaire l'étiquetage est repris sur la base du logiciel SEIRICH.

Cet inventaire confirme le non classement ICPE des stockages des produits dangereux excepté pour le stockage de SO₂ sous forme gazeuse qui relève de la rubrique 4130 (déclaration : quantité présente : 500 kg, seuil D : 200 kg, seuil A : 2t).

Concernant l'alcool, l'exploitant confirme que l'alcool est transvasé à réception, dans des cuves contenant des moûts (jus de raisin avant phase fermentation) en quantité suffisante pour atteindre un titre alcoométrique volumique (TAV) inférieur à 40 %.

Lors de la visite de terrain l'inspection a vérifié par sondage le respect de ces dispositions ; 3 locaux de stockage des produits dangereux et polluants sous rétention, affichage au niveau des zones de stockage et étiquetage et sur les emballages...

Au cours de la visite l'inspection a également constaté que les sols et caniveaux sont recouverts par un revêtement facilitant le nettoyage et sont tenus en très bon état de propreté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 7.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie

Prescription contrôlée :

[...] L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. [...]

Constats :

L'exploitant présente les derniers rapports d'intervention de la société Chubb concernant le contrôle des :

- alarmes ;
- 115 extincteurs ;
- 5 RIA.

L'organisation prévoit qu'en cas de non maîtrise d'un départ de feu par le personnel à l'aide des

moyens de première intervention (extincteurs, RIA), la défense incendie est ensuite assurée par le SDIS.

Au cours de la visite l'inspection a vérifié que le registre de sécurité est tenu à jour.

L'exploitant a également présenté une vue aérienne sur laquelle est reporté le positionnement des 2 poteaux incendie situés à 100 m des installations et permettant de couvrir le site ainsi que le rapport d'intervention du 23/04/2025 des contrôles des poteaux incendie (pression et débit) par l'agglomération Perpignan Méditerranée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/1998, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Matériel électrique

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art, notamment aux normes UTE et aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1985 et ses textes d'application.

Elles doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Constats :

L'exploitant présente les derniers :

- rapport de vérification contractuelle des installations électriques daté du 01/08/2024 ;
- comptes rendus de vérification périodique Q18 et Q19 des installations électriques daté du 30/07/2024 et 24/10/2024.

Ces contrôles ont été réalisés par l'APAVE.

Les observations formulées par l'organisme lors du contrôle général des installations électriques sont récapitulées en début de rapport. L'exploitant annote le rapport APAVE pour préciser les actions réalisées pour lever les observations.

La plupart des observations sont traitées en interne par un personnel habilité.

Les rapports Q18 et Q19 confirment « l'absence de danger constaté et l'absence d'anomalie ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Équipements sous pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, articles 6.III, 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression (ESP)

Prescription contrôlée :

Article 6.III

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Article 15

I. L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

[...] Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. [...]

III. Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

Article 18

I. L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

[...] dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Constats :

L'exploitant présente la liste des équipements sous pression. 15 réservoirs d'air comprimé sont recensés comme équipement sous pression.

Cette liste précise le type d'équipement et de fluide, les dates de fabrication, des dernières requalifications et visites périodiques.

S'agissant de récipients simples contenant de l'air sous pression, le régime correspond à une requalification décennale et une visite périodique quadriennale.

L'inspection note un retard pour la requalification de 3 équipements et pour la réalisation de certaines visites périodiques.

L'exploitant précise que les équipements en retard seront régularisés en 2025.

L'exploitant confirme que les soupapes de sécurité sont systématiquement changées lors des requalifications périodiques et que l'inspection des tuyauteries reliant les compresseurs et les récipients sont réalisées lors des visites périodiques quadriennales.

Certains documents rédigés par l'organisme de contrôle justifiant de la réalisation des requalifications ont été présentés en séance par sondage.

Au cours de la visite de terrain l'inspection a également vérifié par sondage les marquages apposés sur 4 récipients.

Demande de l'inspection à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder aux requalifications et aux visites périodiques des équipements sous pression en retard d'échéance et le confirmer / justifier à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 15 : Fluides frigorigènes fluorés - Contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-73 & R.543-81
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes fluorés - Contrôle d'étanchéité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Contrôle d'étanchéité</p> <p>Art. R.543-79 du code de l'environnement</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p> <p>Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.</p> <p>Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée.</p> <p>Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2.</p> <p>Art. R.543-81 du code de l'environnement</p> <p>Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe la périodicité et les conditions des contrôles d'étanchéité des équipements. AM du 29/02/2016</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente l'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">• 10 groupes de froid contenant plus de 2 kg de gaz ;• 18 climatiseurs dont 3 contiennent plus de 2 kg de gaz <p>Au total 13 unités font l'objet de contrôles périodiques tous les 6 mois ou tous les 12 mois.</p> <p>5 climatiseurs de capacité inférieure à 2 kg contiennent du HCFC (R22).</p> <p>L'inventaire précise les dates des contrôles successifs (derniers contrôles 6 mois 20/01/2025 et 12 mois 04/06/2024). Au cours de la visite l'inspection a vérifié par sondage l'apposition de l'étiquette justifiant la réalisation des contrôles.</p> <p>L'exploitant a également présenté l'attestation de capacité de la société ayant réalisé les vérifications (valable jusqu'au 01/04/2026) et l'attestation d'aptitude de l'opérateur ayant réalisé les contrôles d'étanchéité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Signalement de l'unité de production photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Signalement de l'unité de production photovoltaïque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours.</p> <p>En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution et UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, sont apposés :</p> <ul style="list-style-type: none">• à l'extérieur du bâtiment, auvent ou ombrière au niveau de chacun des accès des secours ;• au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;• tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu. <p>Lorsque l'unité de production photovoltaïque est positionnée au sol, le présent alinéa ne s'applique qu'aux câbles et chemins de câbles situés en périphérie de celle-ci. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection confirme que certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatives aux installations photovoltaïques, qui sont précisés à l'article 44, sont applicables aux installations existantes.</p> <p>L'arrêté ministériel du 04/10/2010 est applicable aux installations soumises à autorisation. L'activité de vinification étant soumise à enregistrement, cet arrêté est applicable à la cave de Dom Brial du fait de la rubrique 2750 « station d'épuration collective des effluents ».</p> <p>L'exploitant présente l'analyse de risque de l'installation photovoltaïque rédigé par l'APAVE suite à la précédente inspection et la fiche d'intervention rédigée en suivant pour les services de secours. Ces documents ont été établis en application de l'article 30 de l'AM du 04/10/2010 relatif à la prévention du risque industriel.</p> <p>L'exploitant confirme avoir pris en compte les principales observations de l'APAVE et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• le blocage de l'aération entre le local onduleur de la cave des blancs et le reste du bâtiment ;• la mise en place de la signalétique sur les 2 appareils généraux de commande et de protection (AGCP) ;• Le remplacement des signalétiques dégradées « attention câbles photovoltaïques sous tension » ;• la mise à jour des plans d'évacuation précisant la position des organes de coupure et les AGCP de distribution et d'installation ; <p>Au cours de la visite l'inspection a vérifié par sondage la présence des pictogrammes :</p> <ul style="list-style-type: none">• sur les portes d'accès aux caves rouge et blanc ;• à l'intérieur des caves, sur la porte d'accès aux locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;• sur les chemins de câbles. <p>L'inspection note toutefois, par rapport aux observations formulées par l'APAVE dans l'analyse des risques que la présence de l'installation photovoltaïque n'est pas indiquée sur le portail d'accès aux caves blanc et rouge.</p>

<p>Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :</p> <p>La signalétique concernant l'unité de production photovoltaïque doit être renforcée afin de pouvoir alerter les services de secours dès leur arrivée sur le site et faciliter leur intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • panneaux de dimension suffisante sur le portail d'accès aux caves rouge et blanc ; • identification plus visuelle permettant d'accéder aux organes de coupure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 17 : Plan schématique de l'unité de production

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 33 et 38
Thème(s) : Risques accidentels, Organe de coupure générale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan schématique des panneaux photovoltaïques présentant le positionnement : des panneaux en toiture, des locaux onduleurs, des organes de coupure AGCP, du TGBT.</p> <p>La fiche d'intervention à l'attention des services de secours comprend également un plan précisant l'accès des secours et la voie de circulation des secours autour des bâtiments équipés des panneaux photovoltaïques.</p> <p>L'exploitant présente également les plans d'intervention affichés à l'entrée des caves rouge et blanc précisant la position des locaux contenant les équipements photovoltaïques et le positionnement des appareils généraux de commande et de protection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Organe de coupure générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38
Thème(s) : Risques accidentels, Organe de coupure générale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production.</p> <p>Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande.</p> <p>Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances », notamment par les services de secours ».</p> <p><i>[Par ailleurs, ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.]</i></p> <p>En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en</p>

courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques.

Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture.

Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production.

Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

Constats :

L'inspection note que :

- les appareils généraux de commande et de protection (AGCP), situés entre l'onduleur et le réseau sont situés à l'intérieur des 2 caves et ne sont donc pas accessibles lorsque les portes sont fermées (notamment hors des périodes d'activité) ;
- que l'installation n'est pas équipée d'un système de coupure d'urgence du courant DC entre les panneaux photovoltaïques et les locaux onduleurs.

Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :

L'exploitant doit vérifier et justifier la conformité des installations avec les dispositions de l'article 38 de l'AM du 04/10/2010 concernant les dispositifs de coupure et leur accessibilité pour les services de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois